



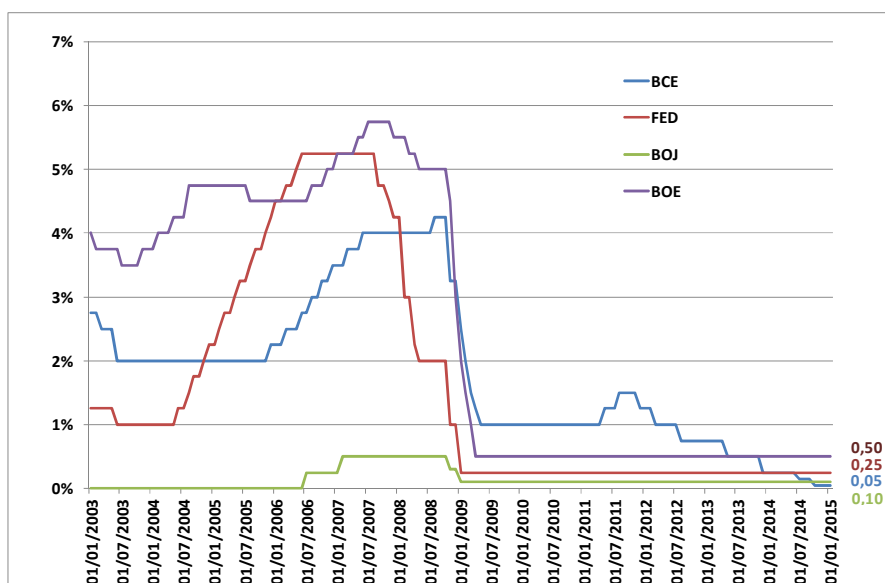
1 - Actualité nationale et internationale

Réunion du G20 des ministres des finances et gouverneurs de banques centrales à Istanbul les 9 et 10 février

Le communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres des finances et gouverneurs des banques centrales du G20 souligne que « la croissance de l'économie mondiale reste inégale et bien que la reprise soit à l'œuvre, elle est lente, spécialement dans certaines économies avancées, en particulier la zone euro et le Japon ». Il note que « la forte baisse des prix du pétrole, qui reflète à la fois des facteurs d'offre et de demande, fournira une certaine stimulation à la croissance mondiale, mais avec des implications variées d'une économie à l'autre ». Il souligne ensuite qu'« une inflation faible et prolongée, combinée à une croissance atone et à une faiblesse de la demande dans certaines économies avancées, pourrait accroître le risque d'une stagnation persistante ». Dans le paragraphe 4 consacré à la politique monétaire, les ministres des finances et gouverneurs du G20 indiquent : « Nous convenons que, conformément aux mandats des banques centrales, les conditions économiques actuelles peuvent requérir des politiques monétaires accommodantes. À cet égard, nous saluons la mise en œuvre de politiques monétaires appropriées. La décision récente de la BCE vise à répondre à son mandat de stabilité des prix et apportera un soutien supplémentaire à la reprise dans la zone euro. Nous notons également que quelques économies avancées, ayant de meilleures perspectives de croissance, se rapprochent de conditions qui autoriseraient une normalisation de leur politique monétaire. Dans un contexte d'orientations divergentes des politiques monétaires et de montée de la volatilité sur les marchés financiers, les ajustements de politique monétaire devraient être calibrés avec soin et faire l'objet d'une communication claire afin de limiter les effets de bord négatifs ».

<https://g20.org/wp-content/uploads/2015/02/Communique-G20-Finance-Ministers-and-Central-Bank-Governors-Istanbul.pdf> (en anglais)

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : Hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 496 400 en France métropolitaine à fin décembre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin novembre 2014 (+0,2 %, soit +8 100). Sur un an, il croît de 5,7 %.

Europe : Baisse du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,4 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 11,5 % de novembre 2014 et à celui de 11,8 % de décembre 2013. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,9 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,0 % de novembre 2014 et à celui de 10,6 % de décembre 2013. C'est la première fois depuis octobre 2011 que ce taux descend sous les 10,0 % dans l'UE28. Eurostat estime qu'en décembre 2014, 24,056 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,129 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 228 000 dans l'UE28 et de 157 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le chômage a baissé de 1,710 million de personnes dans l'UE28 et de 693 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en décembre 2014 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (25,8 % en octobre 2014) et en Espagne (23,7 %).

Inflation

Zone euro : Baisse continue de l'inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,6 % en janvier 2015, en baisse par rapport au mois de décembre où il était de -0,2 %. Ce taux négatif de l'inflation annuelle de la zone euro pour janvier est attribuable à la chute des prix de l'énergie (-8,9 %, contre -6,3 % en décembre). Les prix sont également estimés en baisse pour l'alimentation, les boissons alcoolisées & tabac (-0,1 %, contre 0,0 % en décembre) et pour les biens industriels hors énergie (-0,1 %, contre 0,0 % en décembre). La seule hausse annuelle observée concerne les services (1,0 %, contre 1,2 % en décembre).

Microfinance

La microfinance dans les Outre-mer

Un avis consacré à la « Microfinance dans les Outre-mer » a été voté le 10 février à l'Assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental CESE. Parmi les propositions, on trouve l'extension du suivi statistique de la microfinance par la Banque de France à l'ensemble des territoires ultramarins, en partenariat avec l'IEDOM et l'IEOM.

www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20-%20Avis%20Microfinance%20dans%20les%20OM.pdf

OCDE

Objectif croissance 2015

Dans son rapport annuel, l'OCDE donne une évaluation des réformes mises en place par les pays membres. Elle loue l'intensité des réformes menées en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, mais déplore leur faiblesse voire même leur diminution « dans la plupart des pays nordiques et du cœur de la zone euro ». Concernant la France, le rapport recommande l'allègement du coût du travail, la réforme du droit du travail, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration de la lutte contre l'échec scolaire et la levée de certains freins à la concurrence.

<http://www.oecd.org/fr/economie/reformes-economiques-objectif-croissance.htm>

Asie

Baisse de l'inflation en Chine

L'inflation a chuté sous 1 % en janvier pour la première fois depuis cinq ans. La hausse des prix s'est établie à 0,8 % sur douze mois glissants en janvier, selon le Bureau national des statistiques.

Actualité législative

Décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030223097&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

Les îles Fidji, destination touristique phare du Pacifique

Selon le Bureau Gouvernemental de la Statistique des îles Fidji, le nombre de visiteurs dans l'archipel en 2014 a atteint un niveau exceptionnellement élevé avec 692 630 touristes, en augmentation de 5,3 % par rapport à 2013 (657 706 visiteurs). La majorité d'entre eux sont Australiens et Néo-Zélandais. La mise en place de nouvelles connexions aériennes, notamment entre Nandi et Wellington et entre Suva et Melbourne, a fortement contribué à l'augmentation de la fréquentation de l'archipel. Les visiteurs sont par ailleurs de plus en plus nombreux à affluer depuis la Chine et de la Corée du Sud. La mise en service d'une nouvelle ligne entre Nandi et Shanghai, au cours du mois, va sans doute participer à maintenir cette tendance. D'après l'Organisation Mondiale du Tourisme, la zone Asie-Pacifique a connu une hausse du nombre de touristes de 6 % en 2014.

Recul de la pandémie de sida dans la zone Asie-Pacifique

Une réunion intergouvernementale sur le VIH et le sida s'est tenue à Bangkok fin janvier pour la zone Asie-Pacifique. Organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique en coopération avec l'ONUSIDA et le Programme des Nations Unies pour le développement, cette réunion a rassemblé plus de 250 représentants des gouvernements, de la société civile et d'organisations internationales de toute la région. Les principaux objectifs étaient d'évaluer les progrès faits dans la zone face à la maladie et d'étudier les futurs défis à relever. L'évolution des résultats est significative depuis une dizaine d'années : le nombre de décès dû au Sida a diminué de 27 % entre 2005 et 2013 et le nombre de nouvelles infections, estimé à 350 000 en 2013, a reculé de 25 % depuis 2001.

Progression des financements de la Banque Mondiale en Océanie

La Banque Mondiale a affiché, début février, la volonté d'augmenter son aide financière et d'accroître sa présence en Océanie. Il y a cinq ans, le financement des projets dans le Pacifique représentait un total d'environ 450 millions de dollars US ; aujourd'hui, les fonds accordés par la Banque Mondiale atteignent presque un milliard de dollars. Les îles Fidji, qui n'avaient plus reçu d'enveloppes de l'organisation depuis les années 90, devraient bénéficier d'environ 100 millions de dollars d'aide pour leur développement d'ici 2017. La Banque Mondiale veut ainsi afficher la reprise de sa coopération avec ce pays, où un gouvernement démocratique est désormais rétabli depuis les législatives du 17 septembre 2014. À Tuvalu, une subvention de sept millions de dollars a été accordée pour développer la production d'énergies renouvelables, avec l'installation de panneaux photovoltaïques et d'éoliennes.

3 – Brèves locales

Prise de fonction du nouveau Préfet de Wallis-et-Futuna

Le nouveau Préfet et Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna, M. Marcel RENOUF, est arrivé sur le Territoire le 23 janvier dernier. Une cérémonie de levée des couleurs a été organisée lundi 26 janvier pour marquer sa prise de fonction, en présence des élus et des autorités coutumières, religieuses, judiciaires et administratives de l'archipel. Sous-Préfet de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe entre 2005 et 2010, M. RENOUF a ensuite été Préfet délégué pour la défense et la sécurité Ouest auprès du Préfet de la région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine puis Préfet hors cadre, avant d'être nommé Administrateur des îles Wallis et Futuna le 19 décembre dernier. Dès sa première semaine de fonction, M. RENOUF s'est rendu à Futuna afin de rencontrer les autorités de l'île sœur.

Reprise des activités de l'AFD par l'agence IEOM de Mata'Utu

L'agence IEOM de Wallis-et-Futuna reprend en charge les missions locales de l'Agence Française de Développement (AFD). Mme Malina ALIKIAGALELEI, qui a rejoint les effectifs de l'Institut, est affectée au traitement des activités de l'AFD sur le Territoire et notamment au suivi du recouvrement des prêts. Son bureau se situe désormais dans les locaux de l'agence, dans le quartier administratif de Havelu, à Wallis. Ses coordonnées téléphoniques et électroniques demeurent inchangées. Les réunions des comités fonds de garantie (Fonds de garantie interbancaire et Fonds de garantie des très petites entreprises) animées par l'AFD se tiendront désormais à l'IEOM.

Hausse annuelle des recettes douanières

Les recettes douanières ont augmenté de 11,2 % en 2014 pour atteindre 1,87 milliard de F CFP, contre 1,68 milliard de F CFP en 2013. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des prélèvements des taxes intérieures sur la consommation d'alcools et de tabacs (respectivement +17,7 % et +9,1 % par rapport à l'année 2013). Elle provient également de la progression des recettes issues des taxes d'entrée qui ont augmenté de 10,9 % en 2014. À contrario, le montant total des taxes prélevées sur les hydrocarbures se replie en 2014, de 4,2 % par rapport à 2013. Cela s'explique principalement par la baisse importante du prix du pétrole au cours de la seconde moitié de l'année 2014.

	2013	2014	Variation
Recettes douanières	1 677	1 866	11,2%
Droits de douane	313	335	6,7%
Taxes d'entrée	912	1 011	10,9%
Taxes intérieures de consommation	439	484	10,1%
<i>TIC alcools</i>	178	210	17,7%
<i>TIC Tabacs</i>	179	195	9,1%
<i>TIC hydrocarbures</i>	83	79	-4,2%
Autres taxes	13	36	182,7%

Source : Service des douanes

Fermeture du bureau de l'Adie à Futuna

Depuis fin décembre, l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie), qui disposait d'une antenne à Futuna depuis mars 2013, n'assure plus de permanence sur l'île sœur. L'organisation en place prévoit désormais le déplacement du délégué territorial du bureau de Wallis toutes les six semaines environ afin de réceptionner les nouvelles demandes et aider à la constitution des dossiers. Un arrangement a été convenu avec le Centre des finances publiques de Futuna pour que les 34 clients de l'île effectuent le remboursement des prêts consentis. En 2014, près de 40 % des microcrédits octroyés par l'Adie ont bénéficié à des habitants de Futuna pour un montant total de 8,3 millions de F CFP.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

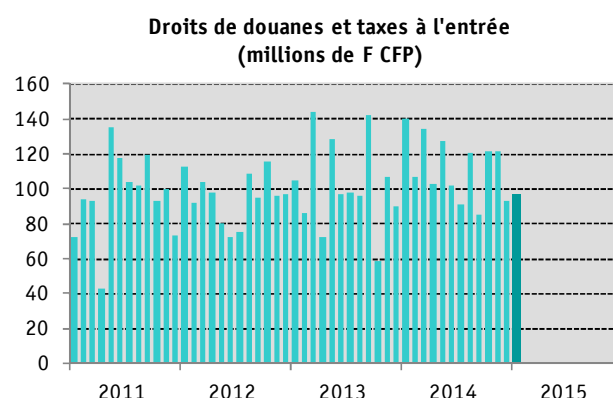
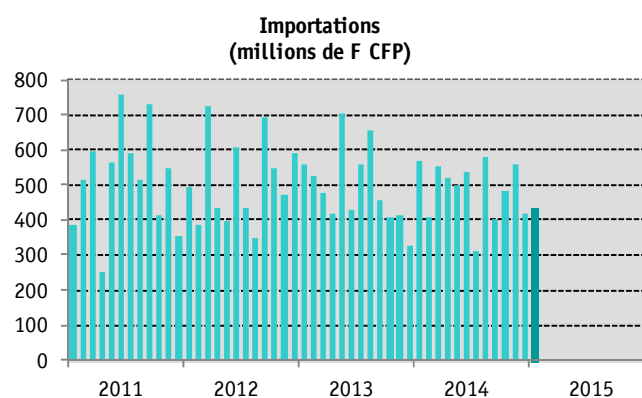
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T 14		116,99	-	0,2%
SMIG mensuel en XPF	janv-15		90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés	juin-14		2 078	-	-3,6%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	janv-15	433	3,0%	-24,0%
	cumulées	janv-15	433	-	-24,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-15	97	4,1%	-30,7%
	cumulés	janv-15	97	-	-30,7%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	janv-15	41	-25,3%	-11,3%
	cumulées	janv-15	41	-	-11,3%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	déc-14	1 733	15,2%	4,0%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	déc-14	651	13,7%	6,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	déc-14	149	11,6%	-0,9%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-14	3 118	95,4%	1,4%
	cumulé	déc-14	25 505	-	-22,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-14	903	-8,4%	-34,0%
	cumulé	déc-14	12 789	-	-1,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	janv-15	2	-33,3%	-50,0%
	cumulées	janv-15	2	-	-50,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	janv-15	19	35,7%	26,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWF, SWAFEP, Aviation civile

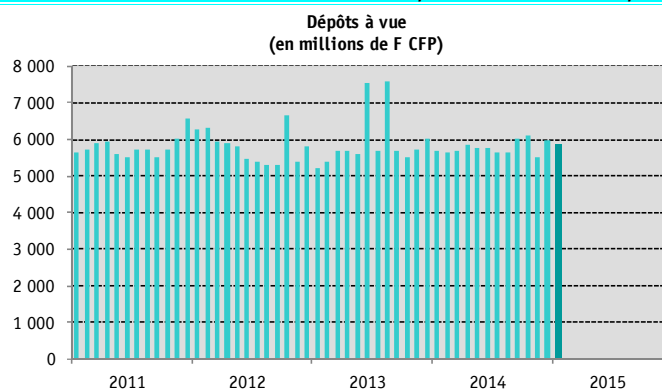
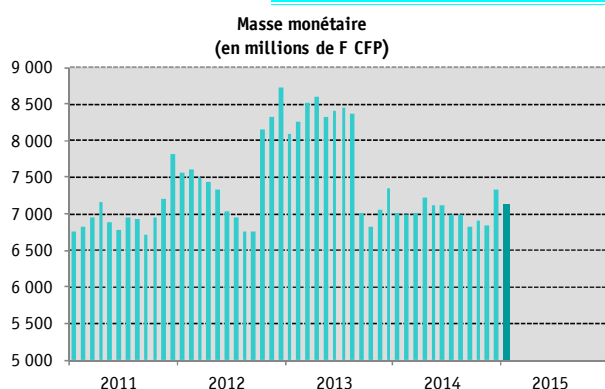


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois, mais progression sur l'année

en millions de F CFP	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 113	2 061	2 050	-0,6%	-3,0%
Dépôts à vue	3 554	3 936	3 791	-3,7%	6,7%
Total M1	5 667	5 997	5 840	-2,6%	3,1%
M2-M1	512	500	479	-4,3%	-6,6%
Total M3	7 000	7 318	7 140	-2,4%	2,0%

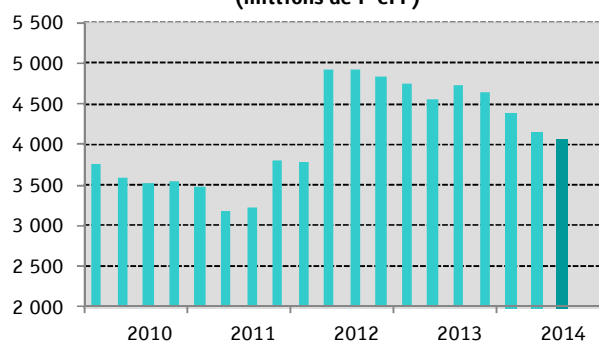


Concours de caractère bancaire

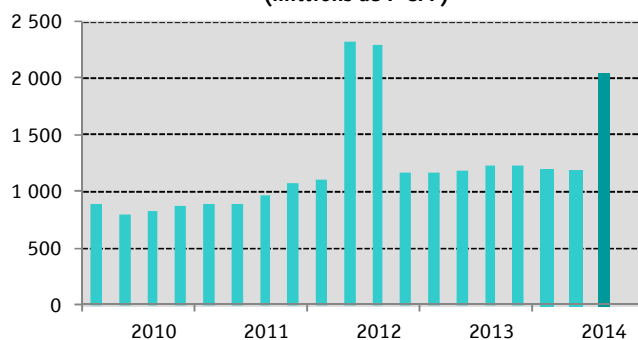
Recul de l'encours des crédits sur l'année

en millions de F CFP	sept-12	sept-13	sept-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 300	1 225	2 045	67,0%
Crédits à l'équipement	1 346	2 308	1 149	-50,2%
Crédits à l'habitat	531	420	255	-39,1%
Autres crédits	258	314	176	-43,8%
Total encours sain	4 436	4 266	3 626	-15,0%
Créances douteuses brutes	493	470	444	-5,5%
Total encours brut	4 929	4 736	4 070	-14,1%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

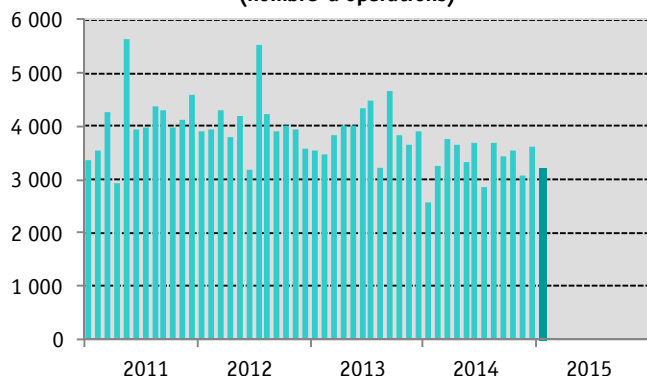


Compensation

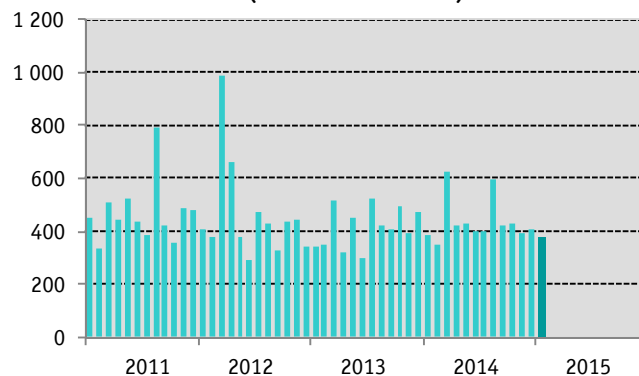
Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation en janvier

	janv-14	déc-14	janv-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	2 567	3 609	3 214	3 214	-10,9%	25,2%
Compensation (en millions de CFP)	386	408	377	377	-7,7%	-2,3%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Forte progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	janv-14	déc-14	janv-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	43	31	106	106	241,9%	146,5%
Retraits de cartes bancaires	1	0	0	0	-	-100,0%

Interdits bancaires

Légère augmentation du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	335	328	340	3,7%	1,5%
- dont personnes physiques	325	313	325	3,8%	0,0%
- dont personnes morales	10	15	15	0,0%	50,0%

en nombre	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	48	48	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	18	18	0,0%	12,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,99	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janvier	10	15	50,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janvier	93	40	-56,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janvier	0	5	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janvier	8	7	-12,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 078	-	-
dont secteur privé	juin	828	-	-
dont secteur public	juin	1 250	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	janvier	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janvier	325	325	0,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	janvier	1	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	janvier	43	106	146,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janvier	141	125	-11,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janvier	93	66	-28,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janvier	46	33	-26,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janvier	7	12	71,4%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	janvier	570	433	-24,0%
exportations	janvier	-	-	-
recettes douanières	janvier	188	140	-25,6%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	janvier	140	97	-30,7%
dont taxes intérieures de consommation	janvier	46	41	-11,3%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	janvier	3 554	3 791	6,7%
M1	janvier	5 667	5 840	3,1%
M2	janvier	6 180	6 319	2,3%
Dépôts à terme	janvier	821	822	0,1%
M3	janvier	7 000	7 140	2,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 545	1 376	-10,9%
dont crédits à la consommation	septembre	1 245	1 161	-6,8%
dont crédits à l'habitat	septembre	299	215	-28,3%
Entreprises	septembre	2 443	2 041	-16,5%
dont crédits d'exploitation	septembre	76	921	1110,9%
dont crédits d'investissement	septembre	2 086	963	-53,8%
Collectivités locales	septembre	222	186	-16,4%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	55	23	-58,7%
créances douteuses brutes	septembre	470	444	-5,5%
taux de créances douteuses	septembre	9,9%	10,9%	1,0 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	3 145	3 124	-0,7%
dont assurances-vie	septembre	973	1 058	8,8%
Sociétés	septembre	1 614	1 442	-10,7%
Autres agents	septembre	2 220	2 148	-3,2%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux		date d'effet	
	30/01/2015	31/12/2014	Var. M-1	banques métropolitaines					
EONIA	0,0860%	0,1440%	- 0,058 pt			6,60%		15/10/2001	
EURIBOR 1 mois	0,0010%	0,0180%	- 0,017 pt						
EURIBOR 3 mois	0,0540%	0,0780%	- 0,024 pt						
EURIBOR 6 mois	0,1320%	0,1710%	- 0,039 pt						
EURIBOR 12 mois	0,2700%	0,3250%	- 0,055 pt						
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal 2015		taux		JORF	
	janv.-15	déc.-14	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)		4,06%		27/12/2014	
TMO	0,9400%	1,1800%	- 0,240 pt						
TME	0,7400%	0,9800%	- 0,240 pt						
				autres cas		0,93%			
				Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme					

taux des euro-monnaies	USD			JPY			GBP		
devise									
date	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014	30/01/2015	31/12/2014	#####
taux JJ	0,090%	0,175%	0,170%	nd	0,044%	0,047%	0,490%	0,450%	0,425%
3 mois	0,360%	0,425%	0,205%	nd	0,112%	0,106%	0,600%	0,600%	0,600%
10 ans emprunts phares	1,680%	2,180%	2,200%	0,280%	0,330%	0,420%	1,360%	1,760%	1,920%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,65%
Prêts à taux fixe	4,57%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,35%
Prêts à taux variable	4,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,25%
Prêts-relais	4,92%	Découverts en compte	13,27%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,87%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,37%	Découverts en compte	13,27%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	105,5566	1 NZD/XPF	76,6519	1 HKD/XPF	13,6167	1 GBP/XPF	158,8760	
100 JPY/XPF	89,6692	1 AUD/XPF	82,0996	1 SGD/XPF	78,0354	100 VUV/XPF	100,3648	1 FJD/XPF	51,8315